

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 22/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OI FRANCE SAS**

69 RUE ALBERT THOMAS  
BP 141  
51100 Reims

Références : D3i 2025-878  
Code AIOT : 0005701475

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2025 dans l'établissement OI FRANCE SAS implanté 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la stratégie pluriannuelle de la qualité de l'air du Grand Est définie en 2024.

Selon des critères sanitaires, environnementaux et réglementaires, l'établissement fait partie des quinze émetteurs les plus impactants de la région sur la qualité de l'air

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OI FRANCE SAS
- 69 RUE ALBERT THOMAS 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OI Manufacturing est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral 2005-A-152-IC du 21 Octobre 2005 pour la rubrique 3330 (fabrication du verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes / jour). Elle est complétée par différents arrêtés préfectoraux complémentaires dont l'arrêté 2016-APC-038-IC du 30 mars 2016 modifiant son classement ICPE.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 11

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Fréquence de surveillance	AP Complémentaire du 30/03/2016, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	VLE ammoniac, métaux	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 46-49	Prescriptions complémentaires	6 mois
5	Modalité de surveillance réglementaire	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 72	Prescriptions complémentaires	6 mois
6	Mesures comparatives	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71	Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Emissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 17.1 et 17,2	Sans objet
3	Respect Valeur limite d'émission	AP Complémentaire du 30/03/2016, article 4	Sans objet
7	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 19	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater des manquements aux prescriptions réglementaires

nationales relatifs à la surveillance de polluants atmosphériques (ammoniac, métaux, débits). Néanmoins, l'exploitant réalise une grande partie de ces mesures respectant les valeurs réglementaires. Des justificatifs supplémentaires lui sont demandés afin de vérifier la conformité des fréquences de surveillances et des appareils de mesures (QAL 1) dans un délai de 2 mois.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de certifier de mesures fiables, répétables et reproductibles par la mise en place d'un contrôle qualité (QAL 2, QAL 3) de ces appareils de mesures continues

Enfin, les constats montrent que les paramètres des conduits (débit, cheminée unique), des flux de polluants et des dysfonctionnements des fours sont à adapter à la pratique de l'activité verrerie.

L'inspection propose donc en annexe un projet d'arrêté préfectoral complémentaire à Monsieur le Préfet avec un délai de mise en oeuvre de 6 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Emissions canalisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 17.1 et 17,2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions canalisées			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
17.1 - Constitution des installations			
[...]			
Lors de la reconstruction du four 3, un filtre est mis en place pour traiter l'ensemble des rejets gazeux des deux fours. Les rejets atmosphériques des deux fours ainsi que des chaînes de traitement de surface sont traités à partir du redémarrage du four 3. Les rejets sont raccordés à une seule cheminée qui respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 mars 2003. Cette installation est mise en service en 2006 au plus tard.			
17.2 - Cheminées			
	Hauteur en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Vitesse d'éjection mini en m/s
Four 2	47m	Four verrier	8
Four 3	59m	Four verrier	8
<b>Constats :</b>			
Les rejets atmosphériques des fours 2 et 3 sont envoyés aux filtres électrostatiques et au DeNox avant d'être évacués par la cheminée commune. En cas de dysfonctionnement ou de maintenance du dispositif de traitement, les émissions de chaque four sont évacuées par leur cheminée respective. Cette utilisation doit faire l'objet de prescriptions complémentaires « en fonctionnement autre que normal (OTNOC) » avec un contrôle d'utilisation (mesures contrôlées ou estimées, registre horaire...).			

De plus, le rapport de contrôle du 30 janvier 2025, concernant les mesures réalisées le 4/12/24 (second semestre 2024), indique des résultats de vitesse inférieures à 8 m/s (moyenne de 6,8 m/s). L'exploitant mentionne le fonctionnement d'un seul four à un débit inférieur à la normal (35 000 m<sup>3</sup>/h).

Le rapport de contrôle réalisé le 15 juillet 2025 et transmis par mail le 21 août 2025 par l'exploitant montre des vitesses conformes aux prescriptions susvisées.

Par ailleurs, d'après le porter à connaissance (PAC) N°16097188-1 remis le 4 mai 2023, l'exploitant a fait part de la réfection totale du four 2 avec les paramètres suivants : la hauteur de 60 mètres avec un débit nominale de 65 000 m<sup>3</sup>/h et une vitesse supérieure à 8 m/s.

Toutefois selon la version n°2 de l'étude de risque sanitaire du 11 février 2025, le four 2 a un débit nominal en mode dégradé de 35 000 m<sup>3</sup>/h.

Ces constats appellent des modifications dans l'arrêté préfectoral précité. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé à Monsieur le préfet en annexe.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Fréquence de surveillance

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/03/2016, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence de surveillance

### Prescription contrôlée :

[...]

#### Surveillance des rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2005 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets à l'atmosphère. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La mesure des rejets doit être effectuée suivant la périodicité minimale fixée dans le tableau suivant.

[...]

Somme As, Co, Ni, Cd, Se, Cr VI	Semestrielle
Somme As, Co, Ni, Cd, Se, Cr VI, Sb, Pb, Cr III, Cu, Mn, V, Sn	Semestrielle
Plomb	Semestrielle

[...]

**Constats :**

Pour 2024, deux surveillances réglementaires ont été réalisées avec une fréquence semestrielle (juin et décembre 2024). Les rapports ont été transmis dans les deux mois suivants le contrôle. L'exploitant a réalisé sa campagne de mesure pour le 1<sup>er</sup> semestre 2025 le 17 et 18/07 (retard lié aux négociations pour l'établissement d'un contrat cadre par le groupe).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection demande à l'exploitant de respecter la fréquence semestrielle des surveillances des polluants atmosphériques. La date de contrôle pour le deuxième semestre 2025 est à fixer rapidement et a communiquer à l'inspection dans un délai de 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Respect Valeur limite d'émission**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/03/2016, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect Valeur limite d'émission

**Prescription contrôlée :**

Valeurs limites de rejets  
Les dispositions de l'article 17.3 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2005 sont modifiées par les dispositions suivantes :  
Les effluents gazeux rejetés par les fours de fusion et les postes de traitement de surface à chaud doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, en flux horaire, et en flux annuel, et en flux spécifique.

Valeurs limites à respecter  A 8% O <sub>2</sub>	Four 2 et 3 (gaz + fioul) et chaîne de traitement de surface - cheminée unique			
	Concentration	Flux horaire	Flux annuel	Flux/ t verre
	mg/Nm <sup>3</sup>	g/h	kg/an	g/tv
Poussières totales - unité de fusion	20	1140	1000	30

Oxydes de soufre (en SO <sub>2</sub> ) - avec recyclage des poussières et 40% de calcin  • Fioul lourd + 0 à 25 % de gaz • Fioul lourd + 25 à 50 % de gaz • Fioul lourd + 50 à 75 % de gaz • Fioul lourd + 75 à 90 % de gaz • Gaz	1500 1250 1000 750 500	85500 71250 57000 42800 28500	748980 624150 499400 374490 249660	2250 1875 1500 1125 750
Oxydes d'azote (en NO <sub>2</sub> )	800	45600	399450	1200
HCl et composés inorganiques du chlore (en HCl) dont chlorure d'étain et de titane unité de fusion (avec recyclage poussières)	20	1140	10000	30
Fluor et composés (en HF)	3	171	1500	4,5
Somme As, Co, Ni, Cd, Se, Cr VI	0,5	28,5	250	0,75

Somme As, Co, Ni, Cd, Se, Cr VI, Sb, Pb, Cr III, Cu, Mn, V, Sn	1	114	1000	1,5
Plomb (Pb)	1	57	500	1,5
A m i n e s (exprimé en azote)	5	285	2500	7,5
H2S	5	285	2500	7,5
C o m p o s é s organiques volatils totaux (en carbone total)	20	1140	10000	30
HAP	0,1	5,7	50	0,15
P h é n o l s + formaldéhyde	2	114	1000	3

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec pour les fours,
- température : 273° K,
- pression : 101,3 kPa,
- pourcentage de O2 de 8 %

Les mesures sont réalisées selon les normes en vigueur.

#### Constats :

Un contrôle des rapports de contrôles de 2024 et 2025 a été réalisé par sondage.

Les mesures de contrôles de juin 2024 ont révélé une valeur d'ammoniac de 36,6 mg/Nm3 (valeur limite : 30 mg/Nm3) due à un réglage défectueux du dispositif de traitement des Nox.

Le rapport de contrôle réalisé le 15 juillet 2025 et transmis par mail du 21 août 2025 par l'exploitant montre des résultats conformes aux valeurs limite d'émissions (VLE).



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'Inspection rappelle à l'exploitant son obligation à informer l'inspection lors de dépassements et de mettre des actions correctives en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : VLE ammoniac, métaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 46-49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ammoniac , métaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« article 46 -I. - La valeur limite de concentration en ammoniac est de 30 mg/Nm<sup>3</sup>, lorsqu'une unité de traitement des oxydes d'azote utilisant de ce produit est mise en œuvre. »</p> <p>« article 49 -Si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et leurs composés, sous forme gazeuse et particulaire, dépasse 1 g/h, la valeur limite de concentration des rejets de cadmium, mercure et thallium et de leurs composés est de 0,05 mg/Nm<sup>3</sup> par métal et de 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> pour la somme des métaux (exprimée en Cd + Hg + Tl), en ce qui concerne à la fois les rejets des unités de fusion et des autres activités annexes. Pour le verre d'emballage dont le taux de recyclage de calcin externe est supérieur à 40 % et dont les poussières de filtres sont recyclées dans le four, la valeur limite de concentration des rejets de cadmium, mercure et thallium et de leurs composés de 0,05 mg/Nm<sup>3</sup> par métal est portée à 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> et à 0,15 mg/Nm<sup>3</sup> pour la somme des métaux (exprimée en Cd + Hg + Tl) en ce qui concerne à la fois les rejets des unités de fusion et des autres activités annexes. Pour les verres sodocalciques la valeur limite peut s'appliquer uniquement au cadmium si l'exploitant démontre que les matières premières utilisées contiennent des quantités négligeables de mercure et de thallium.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise les mesures d'ammoniac (NH<sub>3</sub>) et de cadmium (Cd). Le mercure (Hg) et le thallium (Tl) ne sont pas surveillés. Les métaux (Cd + Hg + Tl) font l'objet de prescriptions dans l'arrêté préfectoral de 2005. Néanmoins une possibilité laissée à l'exploitant lui permet de ne pas appliquer la VLE « <i>s'il démontrait que les matières premières contiennent des quantités négligeables de mercure et de thallium. L'exploitant pouvait compléter sa démonstration avec un bilan des analyses de rejet gazeux en sa possession.</i> »</p> <p>L'exploitant produit des verres sodocalciques, néanmoins il ne souhaite pas solliciter le retrait de la surveillance du mercure et du thallium. En effet, l'exploitant estime difficile de démontrer que les matières premières utilisées, notamment le verre recyclé, contiennent des quantités négligeables de mercure et de thallium. De ce fait, l'ensemble des métaux définis à l'article 49 de l'arrêté ministériel doit être surveillé.</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé en annexe à Monsieur le Préfet pour prescrire le suivi de ces polluants.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Le respect des valeurs limites d'émissions (VLE) et les surveillances de polluants d'ammoniac, de

métaux (Cd + Hg + Tl) sont à mettre en place dans un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Modalité de surveillance réglementaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 72
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalité de surveillance réglementaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés pour l'ensemble de l'établissement dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 71 une détermination ou une mesure en permanence du débit des fumées correspondant ainsi que les mesures ci-après des paramètres permettant de mesurer le flux massique de polluant émis et d'exprimer les résultats dans les conditions de référence (sur gaz secs)</p> <p>2° Oxydes de soufre :</p> <p>Si le flux horaire dépasse 20 kg/h, la mesure en permanence des émissions d'oxydes de soufre est réalisée. Cette mesure peut être remplacée par un bilan matière mensuel fondé sur une mesure du débit et de la teneur en soufre du combustible si l'exploitant vérifie périodiquement la bonne représentativité du bilan matière en effectuant des mesures directes d'oxydes de soufre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne réalise pas de mesures en permanence de débits. D'après les flux de SOx de l'arrêté préfectoral précité (de 85 à 28 kg/h), la surveillance continue est obligatoire pour le SOx. L'exploitant indique à l'Inspection avoir ajouté, dans son système d'analyse, le paramètre SO2 depuis environ 1 an. Étant donné que l'exploitant réalise d'ores et déjà la surveillance continue du paramètre SO2, il est proposé d'ajouter ce suivi dans un arrêté préfectoral complémentaire à Monsieur le préfet. Concernant la mesure des débits en permanence, il est proposé un arrêté préfectoral complémentaire à Monsieur le Préfet afin que l'exploitant mette en œuvre le suivi des débits en permanence sous 6 mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La surveillance des débits est à mettre en œuvre dans un délai de 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Mesures comparatives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures comparatives
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'appareil de mesures continues (AMS) pour les poussières a été modifié en septembre 2024. L'exploitant déclare que l'AMS est QAL1. Un premier calibrage (comparaison des valeurs des mesures réglementaires et mesures continues) en mai 2025 a échoué.</p> <p>Fréquemment, l'Inspection observe des dysfonctionnements de baie d'analyse, d'opacimètre, etc.</p> <p>Afin de s'assurer de mesures fiables, répétables et reproductibles de l'activité et dans un esprit d'homogénéité du secteur de la verrerie sur le Grand Est, l'Inspection propose des prescriptions complémentaires pour mettre en œuvre les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence selon la norme NF EN 14-181 (QAL 2, QAL 3, AST au minimum).</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé à Monsieur le Préfet pour ces éléments avec un délai de réalisation de 6 mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre les éléments suivants à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le certificat QAL 1 dans un délai de 2 mois,</li> <li>- le rapport de contrôle du QAL 2 des AMS dans un délai de 6 mois.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Surveillance environnementale

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2005, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants compte tenu des flux horaires maximums et des exigences de l'arrêté ministériel verrier :</p> <p>Cette surveillance n'est plus exigible si les valeurs la rendant obligatoire (article 76 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003) sont respectées. L'exploitant devra informer Monsieur le Préfet de l'arrêt de cette surveillance avec les justifications appuyées sur des mesures.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plomb : Annuelle</li> <li>- As, Co, Ni, Se : Annuelle</li> <li>- Chrome, Cadmium : Annuelle</li> </ul> <p>Les mesures se feront aux emplacements retenus pour l'étude des risques sanitaires. Coureaux,</p>

Cerisaie et CRNA.

Les résultats de ces contrôles sont transmis 1 mois après réception à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires, en particulier sur le respect des hypothèses de l'étude des risques sanitaires.

Article 76 l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre :

"Les établissements qui rejettent dans l'atmosphère après traitement des fumées plus de :  
[...]

10 g/h de cadmium, de mercure, de thallium et leurs composés (exprimés en Cd + Hg + Tl) ;

50 g/h d'arsenic, cobalt, nickel, sélénium et leurs composés (exprimés en As + Co + Ni + Se) ;

100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb) ou 500 g/h d'antimoine, chrome total, cuivre, étain, manganèse, vanadium et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + V), assurent une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées (pour les poussières).

[...]

#### Constats :

L'exploitant ne réalise pas de surveillance environnementale car il estime que les flux de l'arrêté ministériel de 12 mars 2003 ne sont pas atteints.

Or les flux horaires prescrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) modifiés de 2016 ne permettent pas d'apprécier les flux seuil :

- le flux horaire de As, Co, Ni, Cd, Se, Cr VI est de 28,5 g/h

- le flux horaire de As, Co, Ni, Cd, Se, Cr VI, Sb, Pb, Cr III, Cu, Mn, V, Sn est de 114 g/h.

Les mesures réglementaires réalisées par les bureaux de contrôle montrent des flux inférieurs à 1 g/h pour tous les métaux.

Toutefois la version N°2 du rapport de l'étude de risques sanitaires du 11 février 2025 conclut que "*l'arsenic pour la voie inhalation porte le risque*" en précisant "*que les quotients de dangers QD sont inférieurs à 1*".

L'exploitant travaille actuellement sur la complétude de cette étude et sur la réalisation de l'interprétation des états de milieux (IEM), demandées par un arrêté préfectoral complémentaire du 8 juillet 2025.

L'inspection se prononcera sur le maintien de cette surveillance environnementale suite aux conclusions des études qui doivent être rendues au premier semestre 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite